

Table des sous-ministres fédéral, provinciaux et territoriaux sur la collaboration relative à la prestation de services

Cadre de référence

1.0 Contexte

En juin 2006, les sous-ministres responsables de la prestation des services se sont rencontrés pour la première fois à Victoria pour amorcer un dialogue et en apprendre davantage sur les initiatives en cours liées à l'amélioration de la prestation des services destinés aux citoyens. Cette rencontre a également permis de former des partenariats et d'explorer les possibilités liées à la collaboration. L'intérêt manifesté par le Conseil de la fédération pendant la rencontre des ministres à Québec, en novembre 2005, se trouve en partie à l'origine de cette réunion. En effet, les ministres ont admis qu'en dépit du travail et des efforts de collaboration considérables qui existaient entre les dirigeants des différentes administrations, le temps était venu de voir si une table composée de sous-ministres devait être mise en place pour permettre à ces efforts d'aller plus loin. Pendant la réunion de Victoria, les personnes présentes ont décidé qu'il serait utile en effet que les sous-ministres se rencontrent; une liste de 12 priorités pour la collaboration a ensuite été établie. Cette liste a été présentée au Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et au Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) pour qu'ils puissent l'examiner et formuler des commentaires et des recommandations.

En octobre 2006, les sous-ministres se sont rencontrés pour examiner les rapports et les recommandations du CPSSP et du CDPISP, confirmer les possibilités de collaboration et déterminer les étapes permettant de faire progresser les priorités identifiées. Pendant cette rencontre, les sous-ministres ont lancé leur premier projet, c'est-à-dire un groupe de travail chargé de l'élaboration d'une stratégie pancanadienne sur la gestion de l'identité et l'authentification. Le rapport final de ce groupe de travail a été présenté pendant la réunion des sous-ministres à Halifax, en novembre 2007.

Étant donné que ce rapport constituait la première décision collective de la Table des sous-ministres, la question de la gouvernance et du mandat du groupe a été soulevée. Puisque les questions soulevées par la Table concernent souvent des ministères différents de ceux représentés par les sous-ministres membres de la Table, ces derniers doivent présenter la perspective de leur administration et pas seulement les intérêts de leur propre ministère.

Afin de faciliter le travail de la Table des sous-ministres, il a été proposé de restructurer cette table pour qu'elle corresponde davantage à une structure fédérale provinciale territoriale traditionnelle, ainsi que pour élaborer ce cadre de référence.

2.0 Rôle et but

La Table des sous-ministres fédéral, provinciaux et territoriaux sur la collaboration relative à la prestation de services (Table des SM FPT) tiendra lieu de tribune favorisant les discussions et la collaboration entre les administrations sur la prestation de services.

De façon plus précise, la Table des sous-ministres :

- appuiera la vision pancanadienne pour « ***Un leadership collaboratif permettant d'accélérer la prestation des meilleurs services publics possible au Canada*** »;
- identifiera les domaines prioritaires liés à la collaboration pour améliorer et promouvoir des services horizontaux de grande qualité, axés sur les clients, pour tous les Canadiens;
- fera la promotion de la coopération et du dialogue entre les administrations sur les questions liées à la prestation de services, et tiendra lieu de groupe de discussion pour établir des objectifs communs et les réaliser;
- créera des sous-comités ou des groupes de travail selon les besoins, pour faire progresser et accélérer les initiatives prioritaires;
- définira les résultats, les responsabilités et les mécanismes d'évaluation des activités de collaboration entre les administrations;
- sera axée sur les sujets et les enjeux communs qui touchent la prestation de services. Elle ne prendra pas de décision au sujet des programmes gouvernementaux tels que ceux qui concernent les véhicules automobiles, les statistiques de l'état civil et la politique sur le programme d'imposition.

3.0 Coprésidence

La Table sera coprésidée par un représentant fédéral (Service Canada) et un représentant d'une province ou d'un territoire.

3.1 Choix du coprésident provincial-territorial

Le coprésident provincial-territorial doit être un membre de la Table et sera élu à tous les deux ans par les membres provinciaux et territoriaux. Le poste de coprésident provincial-territorial changera de titulaire tous les deux ans au terme de la réunion en personne de la Table. Dans la mesure du possible, chaque province et territoire devrait jouir de chances égales de voir son représentant servir de coprésident.

Le secrétariat de la Table gérera le processus de nomination du coprésident provincial-territorial. Il consultera les membres provinciaux et territoriaux un an avant que n'expire le mandat du coprésident actuel afin de vérifier leur intérêt envers une nomination à ce poste.

3.2 Rôles et responsabilités des coprésidents

Les coprésidents partagent la direction de la Table, c'est-à-dire qu'ils coordonnent les activités de la Table et en gèrent les réunions et les initiatives. Il est donc entendu que les coprésidents auront les responsabilités suivantes :

- Adopter une approche proactive favorisant la participation active de toutes les administrations.
- Déterminer les dates et l'ordre du jour des réunions, des téléconférences et des activités parrainées en consultation avec les membres de la Table.
- Approuver les documents avant qu'ils ne soient distribués aux membres de la Table, comme les documents d'information, les présentations, les comptes rendus de décisions, le cadre de référence, etc.
- Veiller au bon déroulement des téléconférences, des réunions et des activités grâce à une approche de gestion approuvée par tous.
- Examiner les comptes rendus des décisions des réunions ou des téléconférences et obtenir l'approbation finale des membres.
- Diriger l'élaboration des plans de travail et des budgets.
- Choisir, avec l'aide des membres, les consultants ou les conseillers externes chargés de faire certains travaux pour la Table.
- Approuver la présence à la table de toute personne autre que les membres.
- Choisir et accueillir, avec l'aide des membres, les observateurs.
- Faire en sorte que le transfert de responsabilités vers le coprésident provincial-territorial suivant se fasse sans accroc.

4.0 Représentation

4.1 Membres

Chaque province et territoire, ainsi que le gouvernement fédéral, peut, par l'entremise de l'autorité responsable des questions liées à la prestation de services, être représenté par un sous-ministre ou une personne équivalente.

Chaque membre servira de personne-ressource pour son administration à l'égard des questions soulevées. En raison de la nature horizontale de certains des sujets débattus, il est entendu que chaque sous-ministre fera des consultations internes pour présenter à la Table la perspective de son administration.

4.2 Observateurs

Les coprésidents de la Table peuvent accorder le statut d'observateur à une organisation qui peut contribuer aux objectifs et priorités de la Table, à la condition que cette idée reçoive l'appui unanime de tous les membres.

Les observateurs sont invités à contribuer aux discussions sur la prestation de services, tenant compte que la priorité sera accordée aux interventions effectuées par les membres, telle que requise.

Un observateur ne peut pas participer aux processus décisionnels (p. ex. le choix d'un coprésident et l'approbation des comptes rendus de décisions, des ordres du jour et des révisions du cadre de référence).

Le statut d'observateur sera révisé à tous les deux ans pour veiller à la conservation des intérêts et de la nature de la Table.

5.0 Réunions

La Table des sous-ministres devra organiser une réunion en personne annuelle, à moins que cela ne soit pas jugé nécessaire par les membres de la Table. Ces derniers peuvent également décider de se rencontrer plus fréquemment, soit en personne, soit par téléconférence, si cela est jugé nécessaire. Un membre peut être accompagné par des experts supplémentaires aux réunions afin d'aborder des problèmes précis.

6.0 Secrétariat

6.1 Rôle du secrétariat

Le secrétariat a pour rôle :

- d'appuyer les coprésidents dans l'exercice de leurs fonctions telles que décrites dans le présent document;
- d'assurer la cohérence et de fournir un soutien stratégique en ce qui concerne les priorités et la gouvernance de la Table;
- Fournir de l'orientation pour les nouveaux membres;
- de faciliter la collaboration au niveau des SMA et entre les administrations, ainsi que le réseautage entre les membres en dehors des réunions de la Table;
- de distribuer les ordres du jour et les documents connexes en vue des réunions et des téléconférences;
- de préparer les comptes rendus de décisions des réunions ou des téléconférences et d'en distribuer une ébauche aux sous-ministres afin qu'ils l'examinent avant qu'elle soit envoyée aux fins d'approbation finale.

6.2 Emplacement du secrétariat

Le soutien administratif sera fourni conjointement par le coprésident fédéral et le coprésident provincial-territorial.

7.0 Groupes de travail

La Table pourra choisir de mettre en place des groupes de travail chargés d'entreprendre des projets ou des activités en son nom. Les groupes de travail

rendront compte de leurs travaux pendant les réunions ou les téléconférences de la Table.

8.0 Processus décisionnel

Essentiellement, la Table est un groupe de collaboration dans le cadre duquel les membres mettent en commun leurs idées et expériences en matière de prestation de services et déterminent les actions concertées qu'il serait souhaitable d'entreprendre.

Les décisions de la Table :

- sont prises dans les limites de sa portée, de son mandat et de son contexte. La Table étant informelle de nature, ses décisions ne sont pas contraignantes et tiennent compte des intérêts des administrations;
- s'inspirent du principe selon lequel les initiatives multilatérales ou bilatérales sont à privilégier, sans pour autant contraindre les administrations qui ne souhaitent pas participer;
- sont prises à l'unanimité pour les questions fondamentales, comme le cadre de référence.

9.0 Rapports et obligations de rendre compte

Chaque membre de la Table est responsable devant son administration. Il est de plus entendu que chaque membre consultera ses collègues sur les sujets relevant du travail de la Table.

10.0 Divulgence des documents de la Table

Les membres pourront décider de rendre public tout document ou rapport produit par la Table sur recommandation des coprésidents.

11.0 Considérations financières

Les frais de secrétariat seront divisés également entre les administrations du coprésident provincial-territorial et du coprésident fédéral.

Les membres et les différents intervenants devront assumer les frais de déplacement, de repas et d'hébergement engagés pour assister aux réunions.

Les initiatives ou les projets seront financés séparément sur une « base volontaire », et le partage des coûts variera en fonction des priorités, des contraintes financières ou du niveau de préparation de chaque administration.

12.0 Examen du cadre de référence

Le cadre de référence de la Table sera revu un an après sa rédaction définitive et tous les deux ans par la suite, pour veiller à ce qu'il soit toujours pertinent.